



9 mai 2018

Taux d'endettement des agents non financiers – Comparaisons internationales • T4 2017

Le taux d'endettement privé français devient le plus élevé des grands pays de la zone euro

Taux d'endettement du secteur privé non financier (en % du PIB)

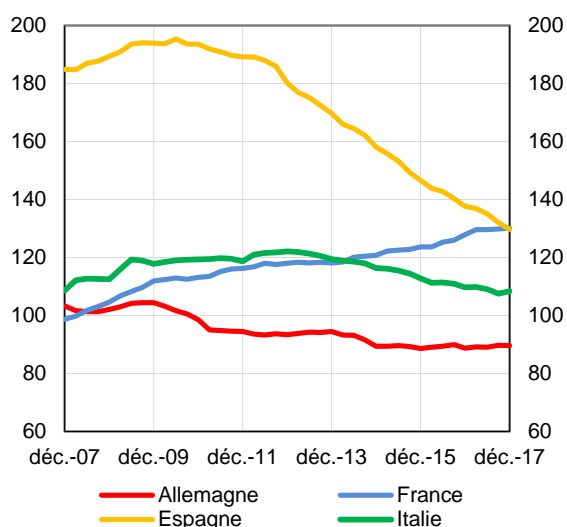
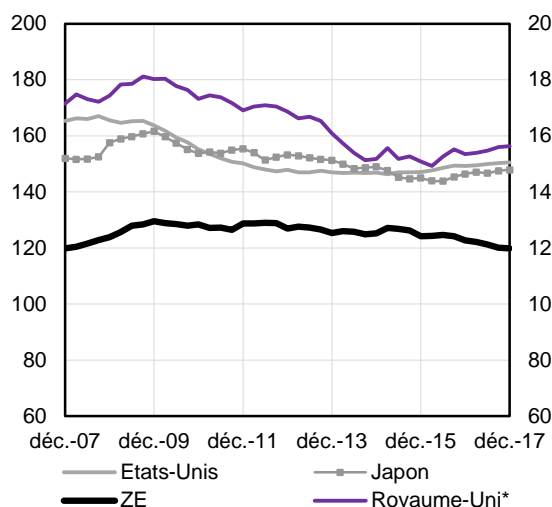
Fin 2017, le taux d'endettement du secteur privé non financier (SPNF) atteint 119,9 % du PIB dans la zone euro, en baisse de 2,9 points depuis fin 2016. Sur un an, le ratio de dette privée décroît fortement en Espagne (- 8 points), modérément en Italie (- 1,4 point). Il augmente nettement en France (+ 2,4 points en 2017 contre + 4,2 points en 2016) et légèrement en Allemagne (+ 0,9 point) où il demeure à un niveau plus bas que chez ses grands voisins de la zone euro.

À 130,2 % du PIB, le ratio français devient le plus élevé des grands pays de la zone euro.

En dehors de la zone euro, les taux d'endettement du SPNF sont plus élevés. Avoisinant 150 % du PIB, ils sont en hausse en 2017 au Royaume-Uni (+ 2,8 points), au Japon (+ 1,5 point) et aux États-Unis (+ 1,2 point).

Dettes des agents non financiers privés (en % du PIB)

	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
États-Unis	147,1	149,3	149,5	150,0	150,3	150,5
Japon	145,0	146,4	147,1	146,7	147,5	147,9
zone euro	124,3	122,8	122,1	121,3	120,1	119,9
dont Allemagne	88,6	88,7	89,3	89,1	89,8	89,6
France	123,6	127,8	129,6	129,6	129,8	130,2
Italie	112,9	109,8	109,9	109,0	107,6	108,4
Espagne	146,6	137,7	137,0	135,1	132,0	129,7
Royaume-Uni	150,8	153,5	153,9	154,8	156,0	156,3



*Interpolation des séries annuelles en valeur nominale pour le Royaume-Uni.



Taux d'endettement des ménages (en % du PIB et en % du RDB)

	Dettes Ménages					
	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
États-Unis	103,5	104,8	104,3	104,5	104,6	104,9
	134,2	136,0	135,7	136,3	137,0	137,8
Japon	57,0	57,2	57,3	57,3	57,1	57,4
	92,4	91,9	91,9	92,0	91,9	92,6
zone euro (ZE)	58,8	58,3	58,1	58,1	57,9	58,0
	93,6	93,3	93,0	93,1	93,1	93,5
dont Allemagne	53,3	53,2	53,1	53,1	53,1	52,9
	82,6	82,7	82,2	82,3	82,4	82,4
France	55,6	56,9	57,3	57,8	57,9	58,4
	87,0	88,9	89,5	90,2	90,7	91,5
Italie	41,9	41,5	41,5	41,3	41,2	41,3
	61,5	61,1	61,1	61,1	60,9	61,1
Espagne	68,0	64,4	63,5	63,4	61,9	61,3
	107,1	103,1	102,2	102,5	100,7	100,0
Royaume-Uni	85,4	86,1	86,2	86,5	86,2	86,3
	118,3	121,5	123,0	124,1	124,3	124,6

Taux d'endettement des sociétés non financières (en % du PIB)

	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
États-Unis	43,6	44,5	45,2	45,5	45,8	45,6
Japon	88,0	89,1	89,8	89,4	90,4	90,5
zone euro	65,5	64,5	64,0	63,2	62,3	62,0
dont Allemagne	35,3	35,5	36,2	36,0	36,7	36,7
France	68,1	71,0	72,3	71,8	71,9	71,8
Italie	71,0	68,3	68,4	67,7	66,4	67,2
Espagne	78,7	73,3	73,5	71,6	70,1	68,5
Royaume-Uni	65,4	67,4	67,7	68,3	69,8	70,0

Sources : Comptes nationaux trimestriels et Eurostat, Réalisation : Direction générale des statistiques, le 9 mai 2018



Taux d'endettement des administrations publiques (en % du PIB)

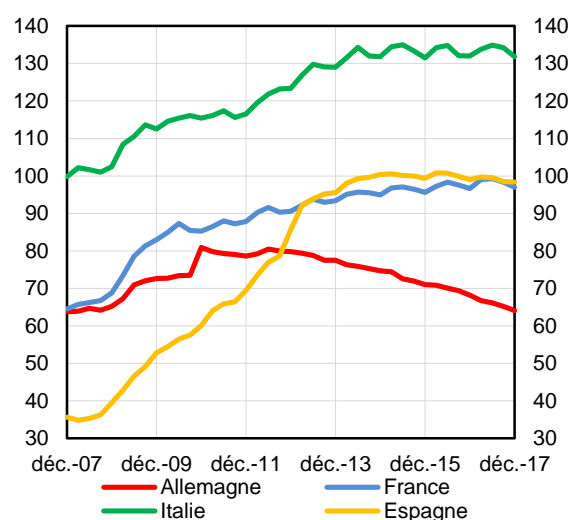
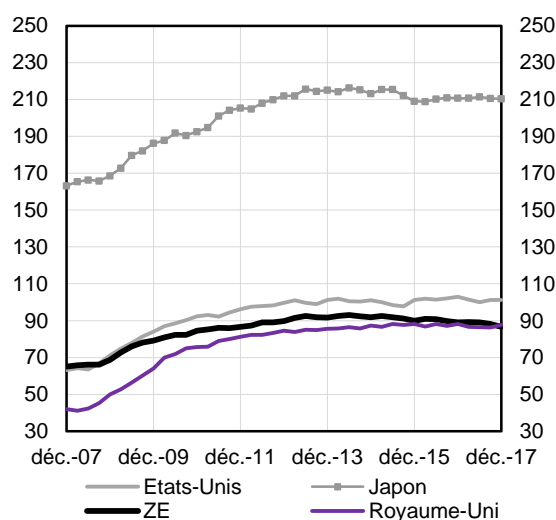
Dans la zone euro, le taux d'endettement des administrations publiques diminue de 2,3 points en un an et s'établit à 86,7 % du PIB fin 2017. Le ratio de dette publique fléchit nettement en Allemagne (- 4,1 points) et plus modérément en Espagne et en Italie (respectivement - 0,7 et - 0,2 point). En revanche, il augmente en France (+ 0,4 point en 2017 contre + 1 point en 2016).

En 2017, le ratio de dette publique baisse davantage aux États-Unis (- 1,8 point) qu'au Royaume-Uni ou au Japon (respectivement - 0,5 et - 0,4 point).

Dettes des administrations publiques (en % du PIB)

	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17
États-Unis	101,2	103,0	101,4	100,0	101,1	101,2
Japon	209,0	210,7	210,7	211,4	210,6	210,3
zone euro*	90,0	89,0	89,2	89,1	88,1	86,7
dont Allemagne	71,0	68,2	66,7	66,1	65,2	64,1
France	95,6	96,6	99,0	99,3	98,3	97,0
Italie	131,5	132,0	133,8	134,9	134,2	131,8
Espagne	99,4	99,0	99,7	99,5	98,5	98,3
Royaume-Uni*	88,2	88,2	86,6	86,4	86,2	87,7

* Dette au sens de "Maastricht" pour les pays de l'Union Européenne, exprimée en valeur nominale.



Compléments

L'endettement comprend, pour chacun des secteurs considérés, les crédits obtenus des intermédiaires financiers résidents et non-résidents (donc à l'exception des crédits intra-groupes et inter-entreprises ainsi que des crédits commerciaux) et les encours de titres émis en valeur nominale. Pour les autres pays, dont les données sont moins détaillées, l'endettement des SNF sous forme de crédits est calculé en retirant du total des crédits reçus le montant des financements apportés sous forme d'opérations de prêts, essentiellement à des entreprises affiliées résidentes et non-résidentes.

